RAPPORT SUR LA SITUATION DES DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME AU BURUNDI

PERIODE : Mois de janvier 2019.

Le mois de janvier 2019 a été caractérisé par l'affaire juridique opposant Pierre Nkurunziza contre l'Avocat belge Bernard Maingain, l'écrivain David Gakunzi et les avocats de France 3.

Le 2 janvier 2019, a été annoncée la comparution en audience publique de l'Avocat Bernard Maingain, l'écrivain David Gakunzi et les avocats de France 3 au tribunal correctionnel de Paris les 24 et 25 janvier 2019. Ces défenseurs des droits de l'homme sont accusés de diffamation à l'endroit de Pierre Nkurunziza dans une vidéo que Bernard Maingain a donnée aux medias. Cette vidéo diffusée dans le journal du 13 janvier 2016 montrait l'assassinat des personnes en province de Karusi au Burundi. Mais par après, la chaîne de télévision France 3 a avoué qu'après vérification qu'elle s'est trompée, que la langue parlée dans cette vidéo était le haoussa, une langue de l'Afrique de l'ouest et que par conséquent cette vidéo a été effacée sur les réseaux sociaux et sur le site web de la chaîne. A ce sujet Bernard Maingain a affirmé qu'il se présentera à la justice après 40 ans dans son métier d'avocat, qu'il apportera un certain nombre d'éléments pour se justifier qu'il dira s'est qui s'est passé à Karusi, qu'il s'expliquera sur les conséquences de cette vidéo comme les tortures, qu'il soumettra ces actes à l'appréciation de la justice. Bernard Maingain a conclu en ajoutant que même la première dame du Burundi a affirmé les crimes commis au Burundi.

Dans ce même mois de Janvier 2019, l'Assistant et porte-parole du Ministère de de l'Intérieur de la formation patriotique et du développement local, Monsieur Tharcisse Niyongabo a annoncé dans sa conférence de presse, que la date du 31/12/2018 a expirée pour la réinscription des Organisations Non Gouvernementales Etrangères (ONGEs) œuvrant au Burundi. Dans cette conférence de presse, il a ajouté que 84 ONGEs se sont faites inscrire pour travailler au Burundi et qu'aucune ONGE n'a demandé aucune prolongation. Mais qu'il y a eu des ONGEs qui ont demandé l'audience au Ministère des Relations extérieures pour dialogue mais que cela n'est pas possible. Le porte-parole du Ministère de l'Intérieur de la formation patriotique et du développement local, Monsieur

Niyongabo Tharcisse a conclu que ces ONGEs doivent se conformer à la loi régissant les organisations sans but lucratif, car elle vient de la constitution du Burundi.

Le 8/1/2019, l'ONGE Handicap International qui travaillait au Burundi il y a 26 ans; dans les domaines de la santé, de l'éducation et d'appui institutionnel a annoncé dans sa déclaration, la suspension définitive de ses activités au Burundi depuis le 7/1/2019. Cause de cette suspension : demande impossible du gouvernement de travailler sur base des quotas ethniques. Handicap International a dialogué avec le Gouvernement du Burundi mais ce dernier est resté sur sa décision du 24/12/2018. Handicap International regrette que cette décision qui touche les plus démunis mais que la loi humanitaire, la neutralité et la souveraineté sont une ligne rouge à ne pas franchir.

Le 2/1/2019, treize organisations de la société civile représentées par BURIKUKIYE Venant Hamusa de l'organisation des personnes vivant avec le VIH sida (CAPES+) ont tenu une réunion à Bujumbura avec ordre du jour l'analyse des correspondances entre président de l'Uganda Yoweri Kaguta Museveni et le président du Burundi Nkurunziza Pierre. Monsieur Burikukiye a souligné que le président Museveni a mal dit l'histoire du Burundi et ne connaît pas la réalité du Burundi.

Le 5 janvier 2019, l'ONGE RCN Justice et Démocratie a adressé une lettre au Ministre des Relations extérieures lui annonçant qu'après 18 ans de prestation de services au Burundi, qu'il a décidé de suspendre ses activités à partir du 2/1/2019, qu'il n'est pas en mesure de recruter le personnel à base des quotas ethniques. RCN Justice et Démocratie demande au gouvernement de patienter afin qu'il s'entende avec son personnel sur la clôture des contrats en formulant l'espoir de voir la reprise de ses activités.

Le 22/1/2019, le Ministre de l'Intérieure de la formation patriotique et du développement local, Monsieur BARANDAGIYE Pascal, dans une réunion tenue à Gitega à l'intention des gouverneurs des provinces, il a demandé aux gouverneurs d'inspecter toujours les ONGEs ou les organisations de la société civile qui travaillent dans leur sur conscription, si elles ont l'autorisation de travailler. Le ministre a ajouté que le gouvernement peut accorder une durée supplémentaire d'un mois et 15 jours pour des nouveaux enregistrements des ONGEs. Le Ministre a dit qu'il a constaté que l'ONGE Médecin sans frontière a travaillé sans

autorisation. Cependant dans sa déclaration du 2/10/2018, le Ministre BARANDAGIYE avait expliqué aux ONGEs qu'il n'est pas responsable de la fermeture des hôpitaux.

Le 24/1/2018, au tribunal correctionnel de Paris a eu lieu la première audience des prévenus l'avocat Bernard Maingain, l'écrivain David Gakunzi et les avocats de la chaîne de télévision France 3, tous accusés de diffamation à l'endroit du Président Pierre Nkurunziza à la suite de la vidéo de Karusi que Maingain a donné à France 3, Le 13 janvier 2016, France 3 a dit qu'après vérification, elle trouvée que la langue parlée dans cette vidéo était haoussa, langue de l'Afrique de l'Ouest. Raison par laquelle France 3 a dit qu'elle s'est trompée et a effacé cette vidéo sur ses réseaux sociaux et sur son site web. Les prévenus étaient avec leurs témoins : MBONIMPA Pierre Claver de l'APRODH, NIYONGERE Armel de l'ACAT, Bob RUGURIKA, directeur de la Radio Publique Africaine, Lambert NIGARURA et les témoignages écrits envoyés par BARANKITSE Margareth de la Maison Chalom. Toutes les parties étaient été assistés par leurs avocats.

Le 25/1/2019, l'audience a continué. Le procureur du tribunal correctionnel de Paris a déclaré non fondé l'accusation de diffamation porté contre Nkurunziza par Bernard Maingain, France 3 et David Gakunzi et enfin il a demandé la relaxe de tous les prévenus, le tribunal rendra public son verdict, le 5 avril 2019 à 13 heures 30 minutes, heures de Paris.